

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26 000 Valence

Valence, le 09/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MINERAL SOLUTIONS**

QUARTIER MONDY  
26 300 Bourg-De-Péage

Références : 20250909-RAP-DAEN0998

Code AIOT : 0010300089

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement MINERAL SOLUTIONS implanté 875 route des Sorbiers 26 210 Saint-Sorlin-en-Valloire. L'inspection a été annoncée le 18/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société Minéral Solutions a présenté à l'inspection des installations classées, depuis le début de l'année 2025, plusieurs dossiers de porter à connaissance précisant les évolutions nécessaires préalablement à l'aménagement et à la mise en exploitation des nouveaux casiers de stockage de déchets et des aires de traitement ou stockage en transit de matériaux.

La bonne compréhension de ces dossiers et la nécessité de s'assurer du respect des prescriptions applicables à la gestion des déchets actuellement stockés dans le centre nécessitait une visite des lieux, la précédente datant de 2019.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINERAL SOLUTIONS
- 875 route des Sorbiers 26 210 Saint-Sorlin-en-Valloire
- Code AIOT : 0010300089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYTRAD a exploité, depuis de nombreuses années, un centre de stockage de déchets ménagers et assimilés situé à St Sorlin En Valloire, d'une surface globale de presque 12 ha.

Les conditions d'exploitation de ce centre ont conduit à la génération de nuisances pour le voisinage. Les difficultés rencontrées pour assurer en permanence la maîtrise de ces nuisances ont conduit l'exploitant à décider de cesser l'accueil de déchets dans son centre dès la fin de l'année 2016.

Le SYTRAD a été autorisé, par arrêté préfectoral du 28 mars 2024, à exploiter une extension du centre, qui est une reconversion en plateforme de gestion et stockage de déchets minéraux.

La création des nouvelles capacités d'accueil suivantes, par surélévation des casiers existants, est autorisée :

- 3 casiers de stockage de déchets d'amiante lié (Max : 15 000 tonnes/an sur 15 ans) ;
- 3 casiers de stockage de déchets de plâtre non recyclable (Max : 8 000 tonnes/an sur 15 ans) ;
- Casiers de stockage de déchets non dangereux inertes (Max : 50 000 tonnes/an sur 15 ans) ;
- Aire de transit de déchets dangereux (Max : 30 t de déchets d'amiante libre) ;
- Aire de transit, regroupement, tri, concassage-criblage de déchets non dangereux, inertes et non inertes (Max : 1 000 m<sup>3</sup> de déchets non inertes et surface de 3 000 m<sup>2</sup> de déchets inertes).

Comme annoncé par le SYTRAD dans son dossier ayant abouti à l'extension autorisée, le Groupe Cheval a présenté une demande d'autorisation de changement d'exploitant portant sur le centre sus-mentionné. Par arrêté préfectoral du 13 janvier 2025, la société Minéral Solutions, filiale du Groupe Cheval, a été autorisée à reprendre l'exploitation de ce centre.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux de surface, lixiviats

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

La visite du centre n'a pas conduit à déceler d'odeurs au-delà de ses limites clôturées. À l'intérieur du centre, dans certaines zones des casiers existants de stockage de déchets, ont été perçues quelques légères odeurs de biogaz.

L'unique torchère du centre, destinée à détruire le biogaz collecté, ne fonctionne pas en permanence du fait d'émissions de biogaz insuffisantes, comme indiqué, mesures à l'appui, dans l'un des dossiers de porter à connaissance reçus récemment par l'inspection.

Des travaux d'entretien de la végétation présente sur les couvertures temporaires (pour la zone Sud) ou définitives (pour la zone Nord) des casiers existants ont été réalisés, à l'exception de quelques zones offrant un refuge à la faune. Certaines zones de ces couvertures se sont déformées, et constituent des point d'infiltration des eaux pluviales dans les casiers (flaches), générant ainsi des lixiviats qu'il faut pomper, stocker dans le bassin du centre prévu à cet effet, et transporter en centre de traitement autorisé.

Le pont-bascule du centre est opérationnel, il a été contrôlé il y a moins d'un an par un organisme certifié.

La plate-forme de transit, regroupement, tri, concassage-criblage de déchets non dangereux est en cours de terrassement.

Deux piézomètres ont été aperçus, avec leur capuchon. Mais l'un d'eux n'était pas cadenassé.

Des hibernaculums ont été aperçus, permettant à la petite faune de trouver refuge.

Dans la zone Sud du centre, occupée par les casiers A (les plus récents), la couverture de certains casiers a été en partie reprise et améliorée de façon à réduire l'infiltration d'eaux pluviales dans les casiers.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11	Demande d'action corrective	1 mois
2	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11	Demande d'action corrective	1 mois
3	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11	Demande d'action corrective	1 mois
4	Gestion des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11	Demande d'action corrective	3 mois
5	Protection des bassins	Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.12	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'état actuel du centre est globalement satisfaisant sur le plan visuel (impact paysager très faible, entretien globalement assuré) et sur le plan olfactif (aucune nuisance perçue à l'extérieur).

L'exploitant est conscient de son intérêt d'améliorer la gestion des lixiviats dans les meilleurs délais, de façon à réduire leur quantité. Il va s'attacher à supprimer ou réduire au mieux les points d'infiltration d'eaux pluviales dans la couverture des casiers existants de stockage de déchets, des travaux de terrassement ont déjà été entrepris en ce sens.

Il convient, dans les meilleurs délais au plus tard sous un mois, de cadenasser tous les capuchons des piézomètres du centre, de façon à empêcher l'introduction aisée de produits à l'intérieur.

La production de biogaz des déchets stockés dans les casiers situés dans la zone Nord du centre s'avère désormais très faible, compte tenu de l'âge de ces casiers.

Les déchets stockés dans les casiers situés dans la zone Sud du centre génèrent encore un peu de biogaz. Selon l'exploitant, il pourrait être collecté au niveau de drains horizontaux en place, et dirigé hors des casiers pour déboucher sur le versant extérieur de la digue périmétrique à constituer dans

le cadre de l'aménagement du futur casier autorisé de stockage de déchets non dangereux inertes.

L'exploitant précise qu'il a fait intervenir la société EIRA le 18 août dernier, afin de régler les vannes de collecte du biogaz de la zone Sud du centre (optimisation destinée à une mise en dépression du massif de déchets pour limiter les émissions diffuses de biogaz, mais sans trop diminuer la concentration en méthane du biogaz collecté). Le rapport de mesures correspondant a été remis à l'inspection.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Gestion des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hauteur de lixiviats dans les casiers existants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il n'y a pas de rejet de lixiviats dans le milieu naturel.  Les lixiviats produits au niveau des casiers existants et des casiers en rehausse de déchets de plâtre sont dirigés dans le bassin de stockage de lixiviats du centre.  Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane d'étanchéité, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.
<b>Constats :</b>  Les lixiviats produits au niveau des casiers existants (il n'y a pas encore de nouveaux casiers) sont pompés par les 6 puits de la zone Nord (P1 à P6) et les 5 puits (P7 à P11) de la zone Sud du centre, ils sont dirigés dans l'unique bassin de stockage de lixiviats actuel du centre, d'un volume d'environ 3 850 m <sup>3</sup> . <u>Zone Nord</u> : L'exploitant explique que ces casiers sont les plus anciens, la hauteur de lixiviats dans certains d'entre eux est parfois élevée, mais les volumes de lixiviats pompés sont faibles. Il estime que cette situation est donc peu préoccupante. <u>Zone Sud</u> : L'exploitant signale que la situation de cette zone était très préoccupante lors de la reprise de l'exploitation de ce site en début d'année 2025. Il était urgent et prioritaire de prendre les actions correctives nécessaires pour améliorer la situation. Aujourd'hui, elle est redevenue satisfaisante, la hauteur de lixiviats dans chaque puits de la zone Sud est faible (au plus 30 cm, voir point de contrôle n°3). La couverture mise en place par le SYTRAD sur la zone Sud était trop perméable et incorrectement terrassée, d'où une quantité anormalement importante de lixiviats à éliminer. L'urgence était donc de mettre en place une couverture peu perméable et dont la pente permet l'écoulement des eaux pluviales hors des casiers de stockage. Les pompes sont en mode automatique pour la zone Sud (constaté par l'inspection).  <u>Contrôle par l'inspection du niveau de lixiviats dans les casiers P 9, P 10 et P 11 :</u> Sondes de niveau en place dans ces 3 puits, avec report sur un écran dans une armoire : à notre arrivée : même résultat pour les 3 puits : 24 cm

Contrôle à la sonde manuelle de P 9 : 12,02 m

Hauteur totale du puits donnée par l'exploitant : 12,5 m

Donc, hauteur de lixiviats : 48 cm

L'écart entre la hauteur de lixiviats mesurée (48 cm) et celle affichée (24 cm) est à expliquer, bien que peu préoccupant. La hauteur totale du puits est à vérifier.

Contrôle à la sonde manuelle de P 10 : 11,94 m

Hauteur totale du puits donnée par l'exploitant : 12 m

Donc, hauteur de lixiviats : 6 cm

Mais la pompe de ce puits s'est mise en route entre le moment du contrôle du niveau de lixiviats (24 cm) sur l'écran d'affichage de l'armoire en place sur les casiers A, et le moment du contrôle manuel effectué sur le puits. L'exploitant est retourné voir l'affichage pour ce puits, qui indiquait alors 16 cm. Ainsi, l'écart entre la hauteur de lixiviats mesurée (6 cm) et celle affichée (16 cm) est plus faible, mais il est à expliquer, bien que peu préoccupant. La hauteur totale du puits est à vérifier.

Contrôle à la sonde manuelle de P 12 : 9,54 m

Hauteur totale du puits donnée par l'exploitant : 10 m

Donc, hauteur de lixiviats : 46 cm

L'écart entre la hauteur de lixiviats mesurée (46 cm) et celle affichée (24 cm) est à expliquer, bien que peu préoccupant. La hauteur totale du puits est à vérifier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les résultats obtenus dans le cadre du contrôle du niveau de lixiviats dans les casiers P 9, P 10 et P 11 conduisent à s'interroger sur les écarts constatés entre la hauteur de lixiviats mesurée et celle affichée sur l'écran de l'armoire centralisant les données.

Sous un mois, l'exploitant recherchera l'origine de ces écarts, il vérifiera notamment la hauteur totale de tous les puits du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 2 : Gestion des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11

**Thème(s) :** Risques chroniques, programme de contrôle et de maintenance préventive

**Prescription contrôlée :**

I. L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte et de stockage des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ils sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans les plus brefs délais, au plus tard sous un mois.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection le programme demandé. Toutefois, il précise que depuis le début de l'année 2025, la hauteur des lixiviats en fond de casiers fait l'objet d'un contrôle généralement hebdomadaire, avec pompage si nécessaire, pour les puits dont les pompes ne sont pas en mode automatique. À cette occasion, toute anomalie au niveau des équipements est détectée et gérée.</p> <p>La traçabilité de la quantité de lixiviats pompés dans chaque puits, déjà assurée par l'exploitant précédent (SYTRAD) est poursuivie au moyen d'un tableau numérique.</p> <p>Les résultats notés dans ce tableau sont présentés à l'inspection par l'exploitant, l'extrait des résultats portant sur l'année 2025 est remis à l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un mois, un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte et de stockage des lixiviats doit être formalisé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

### N° 3 : Gestion des lixiviats

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre de gestion</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte une fois par mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats ou dispositif équivalent (pour les casiers en exploitation) ;</li> <li>- la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte, dont le volume utile s'élève au minimum à 3 850 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- les quantités d'effluents rejetés ;</li> <li>- les volumes de lixiviats pompés.</li> </ul> <p>Le registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre est le tableau numérique mentionné au point de contrôle précédent. Il est peu aisé à lire compte tenu du nombre très important de colonnes qu'il contient (découpage en pages possible, par exemple une page par casier).</p> <p>Le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte des lixiviats n'aurait commencé, selon ce registre, qu'à partir du 18 avril 2025. À cette date, certaines hauteurs mesurées sont très importantes dans les deux zones du site (7,7 m, 9 m, 9,8 m,...).</p> <p>Notons que la hauteur de lixiviats dans le puits 3 (absence de pompe) est certes excessive (1,2 m le 27 août 2025), mais peu évolutive (1,2 m depuis le 22 juillet 2025).</p>

<p>La hauteur de lixiviats dans le puits 6 (pompe hors service depuis janvier 2025) est excessive (9,4 m le 27 août 2025), mais peu évolutive (maximum de 9,9 m en mai 2025)</p> <p>La hauteur de lixiviats dans d'autres puits de la zone Nord est excessive.</p> <p>L'exploitant précise qu'il a pris la responsabilité de traiter d'abord la priorité, qu'il a estimé être un retour à la normale du niveau des lixiviats dans les casiers de la zone Sud, en améliorant la couverture de cette zone. Mais il s'engage à traiter maintenant très rapidement la zone Nord, dotée d'une meilleure couverture.</p> <p>Selon les résultats du tableau numérique correspondant au 29 août 2025, la hauteur de lixiviats dans les puits de la zone Sud ne dépasserait pas 30 cm : La situation serait donc désormais satisfaisante pour cette zone.</p> <p>Pour ce qui concerne le suivi du bassin de stockage de lixiviats : Les colonnes du tableau numérique intitulées « Distance niveau lixiviats bassin » et « Taux de remplissage bassin lixiviats » ne sont pas remplies régulièrement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans les plus brefs délais et au plus tard <u>sous un mois</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– la situation des puits P3 et P6 doit redevenir conforme, ainsi que celle de tous les autres puits situés dans les casiers de la zone Nord ;</li> <li>– la hauteur de lixiviats dans le bassin de collecte est tracée régulièrement sur le registre, avec une hauteur maximale fixée, devant déclencher l'envoi de lixiviats en centre de traitement, l'objectif étant la suppression du risque de débordement.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 4 : Gestion des lixiviats

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des lixiviats</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Les lixiviats sont traités dans une installation externe, l'exploitant s'assure, avant tout envoi des lixiviats, de la conformité de la qualité des lixiviats avec le cahier des charges de cette installation de traitement. La composition physico-chimique des lixiviats stockés dans le bassin de collecte est contrôlée tous les trimestres selon les modalités prévues à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, un camion de la société EVJ est venu pour être chargé en lixiviats. Il assure leur transport à la station de traitement AQUAPOLE située au Fontanil-Cornillon (38). Cette station traite les lixiviats de ce centre depuis de nombreuses années. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le cahier des charges de cette installation de traitement, et donc de montrer la conformité de la qualité des lixiviats vis-à-vis des exigences de ce cahier. Mais il souligne</p>



qu'à l'arrivée des lixiviats à la station de traitement, des échantillons sont prélevés et analysés par son gestionnaire, de façon à s'assurer du respect effectif du cahier des charges qu'il est tenu de respecter.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 3 mois, l'exploitant s'assurera que la qualité des lixiviats qu'il envoie à la station de traitement AQUAPOLE située au Fontanil-Cornillon, est conforme au cahier des charges de cette station.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Protection des bassins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/03/2024, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des bassins
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bassins de stockage d'eau ou de lixiviats sont équipés d'une clôture sur tout leur périmètre. Les dispositifs et équipements suivants sont positionnés à proximité immédiate de chaque bassin : - une bouée ; - une échelle ; - une signalisation rappelant les risques et les équipements de sécurité obligatoires.
<b>Constats :</b>  Les équipements de chaque bassin n'ont pas été contrôlés de façon exhaustive. La clôture de l'un des bassins d'eaux pluviales de la zone Nord du centre a été dégradée, permettant le passage d'une personne. La présence d'une bouée de sauvetage à proximité des bassins a été aperçue, ainsi que des échelles permettant aux animaux tombés dans un bassin de se hisser sur la berge. Le niveau de lixiviats dans le bassin de stockage dédié n'était pas très élevé. Lors de la visite du site, un camion de la société EVJ en a chargé pour le transporter à la station de traitement AQUAPOLE située au Fontanil-Cornillon (38).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un mois, l'exploitant : - contrôlera l'état des clôtures entourant tous les bassins de stockage d'eau ou de lixiviats du centre, et réparera les portions dégradées, notamment la clôture du bassin situé au Nord du centre, constatée dégradée ; - s'assurera de l'existence d'une signalisation visible à l'entrée de chaque aire contenant un bassin de stockage, qui rappelle les risques et les équipements de sécurité obligatoires.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois